



Section MSD Belgique

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les membres du Mouvement pour la Solidarité et Démocratie (MSD) de Belgique portent à la connaissance de l'opinion nationale et internationale qu'ils sont fortement préoccupés par :

1. La dégradation progressive de la situation politique et sociale au Burundi à quelques 15 mois des prochaines élections de 2015.
2. Le déni de la démocratie manifesté par le pouvoir CNDD-FDD qui, depuis peu, impose des lois restrictives et liberticides profitant de sa majorité écrasante dans le parlement burundais.
3. Les propos tenus par le gouverneur de KAYANZA à l'encontre du président du parti MSD, Alexis SINDUHIJE, propos qui stigmatisent le président et tous les membres du parti MSD. Au lieu d'être au dessus de la mêlée, le gouverneur Canisius NDAYIMANISHA prêche plutôt la haine entre ses administrés et ses propos portent atteinte à l'honneur et à la réputation du président du MSD, Monsieur Alexis SINDUHIJE.
4. Le non-respect de l'indépendance de la magistrature par le pouvoir exécutif qui ne cesse de s'immiscer dans l'organisation et le fonctionnement du pouvoir judiciaire et de faire taire les avocats qui dénoncent les abus du pouvoir. Le cas le plus récent étant la radiation sans fondement de Maître Isidore RUFYIKIRI, jusqu'alors bâtonnier au barreau de Bujumbura, de la liste des avocats burundais.
5. Le CNDD-FDD qui cherche toujours à diviser pour régner et à mettre à mal les chances de recouvrer la paix après deux décennies de guerre civile. Le renforcement de la cohésion nationale ne semble pas faire partie des préoccupations du parti présidentiel. En effet, le parti CNDD-FDD aujourd'hui au pouvoir au Burundi n'a jamais privilégié le dialogue et la concertation avec les véritables acteurs politiques et sociaux. Le coup qu'il vient de porter à l'UPRONA, jusqu'alors son principal allié dans le gouvernement depuis les élections triquées de 2010, prouve que le CNDD-FDD veut imposer son dictat en abolissant pour ce faire, le principe du multipartisme par la restriction de l'espace démocratique au Burundi.
6. L'obsession par le pouvoir du président Pierre NKURUNZIZA qui, malgré les résultats médiocres de ses deux mandats à la tête de l'Etat, cherche à réduire à néant les acquis de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et à modifier la Constitution dans le seul but de conquérir un 3^e mandat. Si l'on ne lui barre pas la route, nul doute qu'il continuera à piétiner les lois et règlements de la République pour régner à vie contre la volonté du peuple burundais et au grand dam des démocraties occidentales.

De tout ce qui précède, la section MSD Belgique formule les recommandations suivantes :

1. Nous demandons au Président Pierre NKURUNZIZA d'agir en bon père de famille et de faire tout son possible pour engager un dialogue franc avec les différents partenaires politiques et sociaux afin de trouver des solutions concertées aux différents problèmes auxquels le peuple Burundais dans son ensemble est confronté.
Il est plus qu'important que le processus électoral de 2015 se déroule dans un climat socio-politique apaisé.
2. Nous demandons au Président de la République de prendre les mesures qui s'imposent à l'égard des dirigeants qui se rendent responsables des manquements graves, et qui de par leurs actes et propos hypothèquent l'avenir de notre nation, sèment la zizanie entre les frères et sœurs du Burundi.
3. Nous réclamons le respect de l'indépendance de la justice, la séparation des pouvoirs et le respect des droits de l'homme qui sont les indicateurs phares des régimes modernes.
4. Nous conseillons au Ministre de l'intérieur Edouard NDUWIMANA de mettre tous les partis politiques au même pied d'égalité notamment en ce qui concerne le choix de leurs représentants, l'organisation des réunions et des manifestations publiques. Il en va de la survie de notre système démocratique.
5. Nous invitons tous les partis politiques Burundais à préconiser le dialogue et la tolérance politique plutôt que la confrontation entre les membres des différents partis. La démocratie suppose le combat des idées et non des armes. Du choc des idées jaillit toujours la lumière.
6. Enfin, nous invitons toutes les forces vives de la nation burundaise, la communauté internationale notamment la Communauté Est-Africaine, l'Union Européenne (en l'occurrence la Belgique, ancienne métropole et principal bailleur bilatéral du Burundi) et les Nations Unies à rester vigilants quant à l'évolution politique et sécuritaire du Burundi et à barrer la route à Pierre NKURUNZIZA dans son projet ignoble qui risque de replonger le Burundi dans une guerre politico-ethnique de laquelle ce pays tentait péniblement de sortir. La restauration de l'Etat de droit au Burundi suppose la contribution de tout en chacun.

Fait à Bruxelles, le 16 février 2014

Pour la Section MSD Belgique

Aimé Napoléon BUCUMI